



UNION INTERPARLEMENTAIRE
106^{ème} Conférence et réunions connexes
Ouagadougou, 9 - 15 septembre 2001



C-II/2001/C.1
15 juin 2001

CONVOCATION

COMMISSION POUR LES QUESTIONS PARLEMENTAIRES, JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME Ouagadougou, 11 et 13 septembre 2001

1. Conformément à la décision prise par le Conseil interparlementaire à sa 168^{ème} session, la Commission pour les questions parlementaires, juridiques et des droits de l'homme siègera durant la 106^{ème} Conférence interparlementaire.

Dates et lieu des réunions

2. La Commission se réunira au **Centre de conférences "Ouaga 2000"**, où se tiendront toutes les réunions liées à la 106^{ème} Conférence. Comme cela est indiqué à la Section 7 de la convocation de la 106^{ème} Conférence, la date et l'heure exactes de la réunion de la Deuxième Commission dépendront de la décision de la Conférence sur le point supplémentaire qui sera inscrit à son ordre du jour.

3. En principe, la Deuxième Commission se réunira le **mardi 11 septembre à 9 h.30 et 14 h.30** pour débattre du point 4 de l'ordre du jour de la Conférence et le **jeudi 13 septembre à 14 h.30** pour adopter un projet de résolution sur ce point. Toutefois, au cas où la Conférence inscrirait à son ordre du jour un point supplémentaire relevant du domaine de compétence de la Troisième Commission, il serait nécessaire, pour des raisons techniques, d'intervertir l'ordre des réunions des Deuxième et Troisième Commissions, si bien que cette dernière se réunirait dès le mardi 11 septembre pour examiner le point 5 et le mercredi 12 septembre pour examiner le point supplémentaire (article 15.3 du Règlement de la Conférence) et que la Deuxième Commission se réunirait le mercredi 12 septembre pour examiner le point 4 de l'ordre du jour de la Conférence.

Ordre du jour

4. Un ordre du jour détaillé est joint à la présente convocation (Annexe).

Représentation et droit de vote

5. Conformément à l'article 2 du Règlement des Commissions d'étude, les Membres de l'Union sont représentés par un membre titulaire et un membre suppléant.

6. Les membres suppléants ont les mêmes droits de parole que les membres titulaires; ils ne votent qu'en cas d'absence de ceux-ci (cf. art. 29.1)..

Inscription des orateurs

7. La procédure d'inscription des orateurs pour le débat est la suivante:

- a) ne pourra être inscrit **avant l'ouverture du débat** dans chaque commission d'étude qu'**un seul orateur** par délégation. Ceci vaut pour les délégations nationales comme pour les observateurs. Il n'y aura pas d'inscription à l'avance des deuxièmes orateurs;
- b) pour inscrire leur premier orateur, les délégations doivent utiliser des **formulaires d'inscription** spéciaux. Ces formulaires seront distribués par le **Bureau d'inscription et d'information de la Conférence à partir du samedi 8 septembre**. On en trouvera des exemplaires supplémentaires dans les salles des Commissions d'étude;
- c) l'inscription peut être demandée par l'orateur lui-même ou par un membre de sa délégation;
- d) les inscriptions des premiers orateurs seront prises auprès du Secrétariat de l'Union dans la salle de commission. Le Secrétaire de chaque Commission ouvrira les inscriptions **20 minutes avant** le commencement des débats. Les formulaires d'inscription dûment remplis, indiquant le nom de la délégation et de son premier orateur, devront alors être retournés au Secrétaire de la Commission qui inscrira les orateurs selon la règle "**premiers arrivés, premiers servis**" et assignera à chacun d'eux un **numéro** constituant une indication approximative de la position respective de l'orateur dans l'ordre des orateurs. Pour des raisons techniques, il **ne sera pas possible de publier une liste des orateurs**. Une fois la séance ouverte, les premiers orateurs pourront encore s'inscrire jusqu'à ce que la Commission d'étude décide de clore les inscriptions.

8. La procédure d'inscription des orateurs pour le débat sur le point supplémentaire sera similaire.

Ordre des orateurs

9. L'article 23.1 du Règlement des Commissions d'étude dispose que "sauf décision contraire du Président, les orateurs et oratrices parlent **dans l'ordre où ils sont inscrits**". Il n'y aura pas de tirage au sort. La Présidence peut toutefois juger utile de **donner la priorité** aux premiers orateurs des délégations qui ont présenté, **avant que ne s'ouvre l'inscription des orateurs**, un **projet de résolution** sur le point à l'ordre du jour.

10. Les **seconds orateurs** ne pourront prendre la parole que lorsque la liste des premiers orateurs sera épuisée. Les seconds orateurs et les personnes qui souhaiteraient prendre à nouveau la parole devront le faire savoir en levant la plaque de leur pays. Lorsque la Présidence invitera les premiers orateurs à prendre la parole, elle annoncera le nom, la délégation et le numéro de l'orateur suivant. Les seconds orateurs sont priés d'annoncer eux-mêmes leur nom et celui de leur délégation.

Temps de parole

11. La Commission dispose de deux séances pour le débat. Ce temps limité implique une certaine restriction du temps de parole.

12. Les organes directeurs de l'Union ont prévu que les délégués pourront prendre la parole pour de brèves interventions, éventuellement plusieurs fois, mais que ces interventions ne devraient pas dépasser **quatre minutes**. Selon les dispositions de l'article 24 du Règlement des Commissions d'étude, la Présidence pourra revoir cette question et prendre les dispositions nécessaires pour assurer le bon déroulement des travaux.

Documents

13. Les **mémoires** et les **projets de résolution** présentés par les Membres et Membres associés seront envoyés à tous les participants à l'avance ou distribués sur place, à Ouagadougou.

14. En outre, le Secrétariat a invité l'Organisation des Nations Unies à présenter un document d'information.

Annexe : Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

COMMISSION POUR LES QUESTIONS PARLEMENTAIRES, JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME Ouagadougou, 11 et 13 septembre 2001

1. Approbation du compte rendu analytique de la session tenue les 17 et 19 octobre 2000 à Djakarta (C-II/2000/SR.1)

Ce compte rendu a été adressé le 15 décembre 2000 à tous les Membres de l'Union pour distribution aux délégués ayant participé à cette session.

2. Protéger et entourer les enfants, qui sont les forces vives de la société de demain

- a) Débat
- b) Désignation d'un comité de rédaction (cf. Règlement des Commissions d'étude, article 15.1).
- c) Examen du rapport du comité de rédaction et adoption d'un projet de résolution
- d) Désignation d'un Rapporteur à la 106^{ème} Conférence interparlementaire

3. Election du Bureau de la Deuxième Commission pour la période allant jusqu'à sa prochaine session ordinaire (articles 7, 8 et 9 du Règlement des Commissions d'étude)

- *Mme B. Mugo (Kenya), élue Présidente en 2000, est rééligible;*
- *M. J. McKiernan (Australie), élu Vice-Président en 1999, est rééligible;*
- *M. R.H. Vazquez (Argentine), élu Vice-Président en 2000, est rééligible.*

Le renouvellement réglementaire du Bureau de la Commission aura lieu lors de la séance du jeudi 13 septembre.